



ÉLECTIONS

Présidentielle – Législatives



► Nicolas Sarkozy était présent à la minute de silence organisée au collège-lycée François-Couperin, à Paris (IVe arrondissement), à deux pas du Mémorial de la Shoah. Le socialiste François Hollande participait à ce moment de recueillement à l'école Jean-Jaurès du Pré-Saint-Gervais, en Seine-Saint-Denis.

Tuerie de Toulouse : les politiques font front commun mais les critiques pointent

Les prétendants à l'Élysée ont multiplié hier les appels à l'unité au lendemain de la tuerie de Toulouse mais cette trêve a été remise en cause par de premières critiques visant les responsables politiques qui "montrent du doigt" ou "attisent les passions".



Rassemblée lundi soir dans l'hommage et la réprobation dans une synagogue parisienne, la classe politique s'est à nouveau retrouvée hier à 11 heures pour observer, dans des écoles ou ailleurs, une minute de silence à la mémoire des quatre victimes, dont trois enfants, abattues devant le collège-lycée juif Ozar Hatorah par le "tueur au scooter".

Nicolas Sarkozy s'est associé à cette cérémonie, à Paris, au collègue François-Couperin (IVE). "Ca s'est passé à Toulouse, dans une école confessionnelle, avec des enfants de familles juives, mais ça aurait pu se passer ici", a-t-il déclaré, évoquant "un sujet grave, tellement grave que c'est toute la République qui doit être concernée".

D'autres candidats à l'élection présidentielle ont observé cette minute de silence, notamment le socialiste François Hollande, qui s'est invité dans une école du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), ou son rival MoDem François Bayrou, en déplacement à Valence (Drôme).

Comme la veille, la quasi-totalité de la classe politique a préféré renoncer à la campagne électorale et multiplié les appels à l'unité et au rassemblement autour des valeurs de la République.

Premier à raccrocher dès lundi, provisoirement, sa casquette de candidat, Nicolas Sarkozy a réuni symboliquement à l'Élysée les représentants des communautés musulmane et juive puis devait se recueillir à l'aéroport de Roissy devant les dépouilles des quatre victimes de la tuerie de Toulouse, dont les corps seront rapatriés en Israël. Il présidera mercredi à Montauban les obsèques des parachutistes tués, la semaine dernière, par le "tueur au scooter".

Comme en écho du chef de l'État, François Hollande, qui a lui aussi annoncé sa présence à Montauban aujourd'hui, a assisté au Pré-Saint-Gervais à une réunion de représentants des cultes musulman, juif, catholique, et protestant pour prôner "l'apaisement" et "l'unité nationale" face au drame.

L'écologiste Eva Joly a à son tour mis en veille sa campagne mais Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et François Bayrou ont, au contraire, préféré la

poursuivre. Le premier pour faire "acte de résistance", le second pour dénoncer un "climat d'intolérance".

La candidate de Lutte ouvrière (LO) Nathalie Arthaud les a rejoints, dénonçant la "comédie" des appels à une "union nationale".

De fait, le front commun affiché lundi a commencé à voler en éclats hier, même si chacun s'est appliqué à récuser toute "récupération".

Dès lundi soir, M. Bayrou avait lancé le débat, jugeant que la tuerie de Toulouse trouvait ses racines "dans l'état d'une société", "malade de divisions" attisées par certains responsables politiques qui "montrent du doigt" en fonction "des origines" et font "flamber les passions".

DÉBUT DE POLÉMIQUE

S'il n'a pas cité de nom, le candidat centriste a confié avoir en tête le discours de Grenoble, dans lequel Nicolas Sarkozy avait établi en 2010 un lien entre délinquance et immigration. "On ne peut pas continuer comme cela", a-t-il insisté hier, "ce qu'il faut favoriser et entraîner, c'est l'unité du pays".

M. Hollande l'a suivi sur le

même terrain. "Il y a des mots qui influencent, qui pénètrent, qui libèrent, ceux qui ont des responsabilités doivent maîtriser leur vocabulaire", a-t-il relevé, "au sommet de l'État, rien ne peut être toléré, rien". Des propos visant clairement Marine Le Pen (Front national) et Nicolas Sarkozy, qui veut restreindre l'immigration légale.

Ces deux sorties ont valu à leurs auteurs de sévères répliques. "N'ajoutez pas l'ignoble à l'horrible", a répondu, agacé, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé à M. Bayrou, dont le député UMP de Paris Bernard Debré a jugé les accusations "absurdes". Son collègue Lionnel Luca a, lui, accusé François Hollande de continuer à mener sa campagne sans le dire, qualifiant son attitude d'"indécente".

Responsables juifs et musulmans ont eux aussi dénoncé ce début de polémique. "L'homme qui a tiré une gosse par les cheveux pour lui loger une balle dans la tête ne l'a pas fait parce qu'il a entendu telle ou telle remarque au sujet de l'abattage rituel", s'est emporté le président du Crif Richard Prasquier, "il faut arrêter de faire la liaison entre les deux événements". ■

Les bruits de la campagne

► LE SONDAGE DU JOUR

Nicolas Sarkozy (+ 2,5 points) et Jean-Luc Mélenchon (+ 2) sont les candidats qui progressent le plus dans le sondage Ipsos-Logica publié mardi sur les intentions de vote au 1er tour de la présidentielle. François Hollande (- 1) demeure en tête à 28,5%, devant Nicolas Sarkozy à 27,5%, puis Marine Le Pen à 15% (-2,5), François Bayrou à 13% (+ 0,5) et Jean-Luc Mélenchon (11,5%). Chiffres très proches dans un autre sondage, fait par Harris Interactive.

► LES COULISSES

"Et si nous devons élire notre président sur son niveau d'anglais ?". Ce clin d'oeil humoristique est signé du [Wall](#) Street Institute, qui a proposé mardi de "s'engager à offrir un an de cours d'anglais au futur président" et ainsi "faire rayonner la France à travers le monde". Est-ce bien nécessaire ? Ils sont plusieurs à prétendre maîtriser la langue de Shakespeare. A vérifier...

► LE BUZZ

- Sur Twitter, la phrase du président Sarkozy critiquée par Cécile Dufлот a fait bouler de neige avec d'innombrables réactions sur le thème "Toi aussi, fais peur aux enfants comme Sarkozy"...

- La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) compte bien passionner les Français et faire le buzz grâce à un simulateur de vote au premier tour. Avec une application mise en ligne mardi sur son site (<http://www.fondapol.org/>), les internautes peuvent inscrire les intentions de vote du premier tour données par les différents sondages, et imaginer les reports de voix entre les deux tours. Le simulateur calcule aussitôt le résultat du second tour.

► LES PHRASES DU JOUR

- "N'ajoutons pas l'ignoble à l'horrible, n'essayons pas de tirer parti dans un sens ou dans l'autre de ce drame qui n'a rien à voir avec la campagne électorale" (Alain Juppé, interrogé sur des propos de François Bayrou pour qui "il y a un degré de violence et de stigmatisation dans la société française qui est en train de grandir").

- "Je pense, M. le président, qu'on ne parle pas ainsi à des enfants. Le devoir des adultes, c'est de protéger, pas d'angoisser" (Cécile Dufлот à Nicolas Sarkozy, qui avait dit devant les collégiens parisiens: "l'assassin s'est acharné sur une petite fille, il faut réfléchir à ça").